

## ARTICLE ORIGINAL

MACÊDO, Karen Vanderlei <sup>[1]</sup>

MACÊDO, Karen Vanderlei. Responsabilité internationale de l'État et des droits de l'homme : Le cas de la loi Maria da Penha au Brésil. Revista Científica Multidisciplinar Núcleo do Conhecimento. An 05, Ed. 11, vol. 22, p. 57-70. novembre 2020. ISSN: 2448-0959, Lien d'accès: <https://www.nucleodoconhecimento.com.br/droit/responsabilite-internationale>

## Contents

- RÉSUMÉ
- 1. INTRODUCTION
- 2. ASPECTS DE LA RESPONSABILITÉ INTERNATIONALE DE L'ÉTAT
- 3. BREF RAPPORT SUR LA TRAJECTOIRE DE L'AFFAIRE MARIA DA PENHA MAIA FERNANDES
- 4. RESPONSABILITÉ INTERNATIONALE DANS LE CAS DE MARIA DA PENHA
- 5. CONSIDÉRATIONS FINALES
- 6. RÉFÉRENCES

## RÉSUMÉ

L'objectif central de cet article est d'analyser la responsabilité internationale de l'Etat brésilien dans le cas de la violence à l'égard des femmes, en particulier, à l'affaire qui est devenue emblématique au Brésil et à l'extérieur, qui a été l'implication de la violence contre Maria da Penha Maia Fernandes pratiquée par, aujourd'hui, son ex-mari. En l'espèce, il s'agit de l'affaire 12 051 (Maria da Penha Maia Fernandes c. Brésil), qui a été ouverte le 20 août 1998 par la Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'Organisation des États américains (OEA). De l'intersection entre la violence domestique commise contre Maria da Penha Maia Fernandes et l'Institut de la responsabilité internationale, il a été vérifié comment l'application d'un institut international, par l'intermédiaire de la Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'Organisation des États américains (IACHR-OEA), a influencé la création d'une législation qui garantit les droits des femmes dans l'État brésilien.

Mots-clés: Responsabilité internationale, OEA, Maria da Penha.

## 1. INTRODUCTION

Le traitement des responsabilités ou des réparations dans le domaine des violations des droits de l'homme est relativement récent. Ce thème prend forme après la barbarie de la Seconde Guerre mondiale et d'autres conflits internationaux ou internes qui se sont produits tout au long du XXe siècle, au cours duquel ils ont eu de terribles conséquences. Pour l'intégrité des êtres humains, la naissance et l'évolution des systèmes de promotion et de protection des droits de l'homme ont été promues, citant comme exemples pertinents les affaires de la Cour européenne des droits de l'homme et de la Cour interaméricaine des droits de l'homme (ALEXANDRINO, 2017; BOTELHO; TABISZ, 2017; BOTELHO, 2005; RAMOS, 2005).

La protection des droits de l'homme est fondée sur l'idée de responsabilité des États, comprise comme l'obligation de veiller à ce que ces droits ne soient pas touchés ou lésés, et cela est particulièrement préoccupant lorsque les États peuvent être auteurs de violations de la loi, des droits de leurs citoyens et des personnes à l'intérieur de leurs frontières (Botelho, 2005; Ramos, 2005). Pour comprendre la défense des droits fondamentaux de la personne, il est nécessaire de préciser où se pose l'obligation de l'État, c'est-à-dire la responsabilité internationale de l'État.

De la même manière, il est important d'analyser la pratique de la responsabilité de l'État international, c'est-à-dire à partir d'un cas précis. C'est l'objectif de cet article, d'analyser la responsabilité internationale du Brésil face à une affaire de violations des droits de l'homme. En l'espèce, il s'agit de la violation des droits des femmes, en particulier, commise contre Maria da Penha Maia Fernandes. Cette affaire est devenue bien connue à l'échelle nationale et internationale, non pas parce qu'il s'agit d'un appel individuel, mais que cet appel particulier a été lancé et qu'il a tout de même été fait à une pratique fréquente au Brésil, à savoir: la violence à l'égard des femmes, c'est-à-dire une violation constante des droits de l'homme de la population féminine brésilienne.

Ainsi, l'objectif central de cet article est d'analyser la responsabilité internationale de l'Etat

brésilien dans le cas de la violence à l'égard des femmes, en particulier, à l'affaire qui est devenue emblématique au Brésil et à l'extérieur, qui a été l'implication de la violence contre Maria da Penha Maia Fernandes pratiquée par, aujourd'hui, son ex-mari. En l'espèce, il s'agit de l'affaire 12 051 (Maria da Penha Maia Fernandes c. Brésil), qui a été ouverte le 20 août 1998 par la Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'Organisation des États américains (OEA).

Pour parvenir à cet article, une analyse qualitative a été utilisée, en particulier, lors de l'utilisation de la technique de la revue bibliographique sur le thème de la responsabilité internationale, ainsi que sur le cas de Maria da Penha Maia Fernandes. Des documents ont également été utilisés, tels que *Draft articles on Responsibility of States for Internationally Wrongful Acts* (ONU, 2001) produits par la Commission du droit international des Nations Unies, essentiels à l'application de la responsabilité de l'État international, ainsi que le rapport 54/01, affaire 12 051, Maria da Penha Fernandes c. Brasil, du 16/04/2001 (OEA, 2001).

Cet article est divisé en trois parties, qui sont: a) des aspects sur la responsabilité internationale de l'État; b) bref rapport sur la trajectoire de l'affaire Maria da Penha Maia Fernandes, et; c) corrélation entre la responsabilité de l'État international et l'affaire Maria da Penha Maia Fernandes.

## 2. ASPECTS DE LA RESPONSABILITÉ INTERNATIONALE DE L'ÉTAT

En tant qu'institution du droit international, la responsabilité internationale trouve son origine dans le droit coutumier et est liée à la figure de l'État comme seul sujet du droit international public, sur lequel elle était initialement fondée sur les dommages causés aux ressortissants d'un État dans un autre. Par la suite, elle a été appliquée aux conflits armés entre États et s'étend actuellement à tous les actes illégaux d'un État, sans porter préjudice au fait que le chiffre de la responsabilité internationale s'applique actuellement à d'autres questions de droit international, telles que les organisations internationales et les individus (ALEXANDRINO, 2017; BOTELHO; TABISZ, 2017; BOTELHO, 2005; RAMOS, 2005).

Pour expliquer la responsabilité de l'État en vertu du droit international, il est d'abord

nécessaire de se référer aux types de responsabilité que l'État peut engager. En outre, il est important de faire la distinction entre les domaines où les efforts de codage sont impératifs. Le droit international contemporain fait la distinction entre la responsabilité internationale générée par les actes illégaux imputables aux États et la responsabilité qui, sans l'existence d'un acte illégal, découle de l'exécution d'activités qui ne sont pas interdites lorsqu'elles causent un préjudice à des tiers. Par conséquent, sur la base du droit international, les États peuvent également engager une responsabilité internationale lorsque leurs actes juridiques causent un préjudice transfrontalier à d'autres États ou à leurs habitants (ALEXANDRINO, 2017; BOTELHO; TABISZ, 2017; BOTELHO, 2005; RAMOS, 2005).

Selon Ramos (2005, p. 53),

[...] on voit que la responsabilité internationale de l'État consiste, pour une partie de la doctrine, en une obligation internationale de réparation face à une violation antérieure de la norme internationale. La responsabilité est une caractéristique essentielle d'un système juridique, comme le veut le système international de règles de conduite, et son fondement du droit international repose sur le principe de l'égalité souveraine entre Les États. En fait, tous les États revendiquent le respect des accords et traités qui leur sont bénéfiques et, par conséquent, ne peuvent refuser de se conformer aux accords et traités, puisqu'ils sont tous les mêmes. Par conséquent, un État ne peut prétendre pour lui-même une condition juridique qu'il ne reconnait pas l'autre.

D'après ce qui précède, on peut voir qu'un acte commis par un État qui est interprété comme un acte illégal international peut faire l'objet d'un examen par les tribunaux internationaux. Un acte illégal est un acte imputable à un sujet juridique international qui, constituant une violation ou une violation du droit international, porte atteinte aux droits d'autres sujets de ce système ou même aux droits ou intérêts auxquels la communauté internationale elle-même aurait droit, donnant lieu, entre autres conséquences possibles, à la responsabilité de l'auteur de la loi (BOTELHO, 2005).

L'acte illégal international est composé de deux éléments, à savoir : un élément subjectif et un élément objectif. Lorsque nous parlons de l'élément subjectif, nous nous référons au comportement par lequel les réglementations internationales ne sont pas respectées et

peuvent être attribuées à l'État, considérant que ce sujet du droit international est une personne morale qui agit par ses organes, individuels ou collectifs, ce qui génère un événement imputable à l'État.

L'élément objectif de l'acte illégal international est la conduite qui constitue une violation d'une obligation internationale de l'État. Selon Alexandrino (2017) et Botelho (2005), la violation d'une obligation internationale réside dans l'absence de conformité entre le comportement que cette obligation exige de l'État et le comportement que l'État observe réellement, c'est-à-dire entre les exigences du droit international et la réalité des faits. Il convient de noter que l'examen de l'acte illégal à la suite d'une violation d'une obligation en vertu du droit international entraînera l'inclusion de locaux comme obligations assumées par des actes unilatéraux d'États ou par des actes d'organisations internationales.

La conduite qui génère l'acte illégal peut consister en une action, ou une omission, ou une combinaison des deux. Elle peut se manifester, par exemple, par la promulgation d'une règle interne spécifique dans un cas spécifique. Selon Alexandrino (2017), Botelho et Tabisz (2017), Botelho (2005) et Ramos (2005), lorsqu'il décrit la violation d'une obligation internationale, la Commission du droit international des Nations Unies fait la distinction entre les crimes internationaux et les crimes nationaux. Le premier concept impliquerait la violation d'une obligation internationale si essentielle pour sauvegarder les intérêts fondamentaux de la communauté internationale que sa violation est reconnue comme un crime par cette communauté dans son ensemble.

Cette première catégorie comprend, entre autres, de graves violations des obligations internationales d'une importance essentielle en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales, le droit à l'autodétermination des peuples, la sauvegarde et la protection de l'environnement humain et les violations graves. Et à grande échelle, une obligation internationale d'une importance essentielle pour la protection de l'être humain, comme celles interdisant l'esclavage, le génocide et l'*apartheid*. Un crime international et tout acte illégal à l'échelle internationale autre qu'un crime international (ALEXANDRINO, 2017; BOTELHO; TABISZ, 2017; BOTELHO, 2005; RAMOS, 2005).

En ce qui concerne le droit international des droits de l'homme, la responsabilité de l'État se pose lorsqu'un État viole l'obligation de respecter les droits de l'homme internationalement

reconnus. Cette obligation a sa base juridique dans les accords internationaux, en particulier les traités internationaux sur les droits de l'homme et, en particulier, dans les normes du droit international coutumier qui sont obligatoires (*jus cogens*). Ainsi, les États ont non seulement le devoir de respecter les droits de l'homme internationalement reconnus, mais aussi le devoir de garantir ces droits, ce qui peut entraîner l'obligation d'assurer le respect des obligations internationales des particuliers et l'obligation de prévenir les violations. Dans le cas où les États n'appliqueraient pas la diligence raisonnable pour prendre les mesures appropriées ou prévenir les violations structurées des droits de l'homme, les gouvernements assument leurs responsabilités tant sur le plan juridique que moral. En ce qui concerne les droits de l'homme, nous pouvons dire qu'il s'agit d'obligations *erga omnes* pour les États, c'est-à-dire qu'il s'agit d'un ensemble de normes universelles et obligatoires qui, comme l'indique la Charte des Nations Unies, affirmée par la Déclaration universelle des droits de l'homme et acceptée par presque tous les États, sont obligatoires pour tous les membres de la communauté internationale. (ALEXANDRINO, 2017; BOTELHO; TABISZ, 2017; BOTELHO, 2005; RAMOS, 2005).

Dans le cas d'actes illégaux exceptionnellement graves imputables aux États, la responsabilité internationale de l'État est également aggravée et peut se manifester par des sanctions exemplaires ou dissuasives. En outre, la responsabilité dans de tels cas peut entraîner l'obligation d'apporter des modifications législatives internes ou même de modifier sa règle fondamentale, y compris les obligations des États tiers, telles que la non-reconnaissance de la conduite illégale et l'obligation de ne pas coopérer. Mais il convient de préciser qu'en ce qui concerne sa participation à la pratique des crimes internationaux, l'État n'est pas suffisamment criminalisé, c'est-à-dire qu'il n'est pas affecté à la responsabilité pénale, mais à la responsabilité internationale et, par conséquent, à l'obligation de réparer et d'accorder des garanties de non-répétition (ALEXANDRINO, 2017; BOTELHO; TABISZ, 2017; BOTELHO, 2005; RAMOS, 2005; ONU, 2001). Ainsi, selon Ramos (2005, p. 60), « la communauté internationale peut utiliser les sanctions pour imposer à l'État le respect des droits de l'homme, aujourd'hui élevé au rang d'obligation internationale ».

### 3. BREF RAPPORT SUR LA TRAJECTOIRE DE L'AFFAIRE MARIA DA PENHA MAIA FERNANDES

Au Brésil, en 1983, la citoyenne brésilienne Maria da Penha Maia Fernandes a été victime

d'une double tentative de meurtre perpétrée par son mari, Marco Antônio Herredia Viveiros, alors économiste et professeur d'université. La première tentative a eu lieu le 29 mai, lorsqu'il lui a tiré dans le dos alors qu'il dormait, la laissant blessée et paraplégique. Le 6 juin, sur sa deuxième chance, il a tenté de l'électrocuter alors qu'il se baignait (BASTERD, 2011).

Maria da Penha Maia Fernandes n'était qu'une des nombreuses femmes victimes de violences domestiques au Brésil. Selon Santos et Izumino (2005), la violence à l'égard des femmes n'a pas été clairement codifiée. Selon les auteurs, le Brésil a commencé à recueillir des données sur la violence à l'égard des femmes dans les années 1980, et les données ont montré qu'il y avait une différence dans l'apparition de la violence entre les femmes et les hommes. Tout au long des années 1980, les institutions publiques et privées ont fait d'importantes recherches qui ont contribué à cartographier la situation dans le pays. C'est aussi au cours de cette période que la littérature sur la violence à l'égard des femmes a commencé à se développer, dans le but de donner de la visibilité à ce sujet.

L'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE) a mené la première enquête nationale sur cette violence en 1988 et a rédigé le Supplément justice et victimisation. Selon le Supplément, les femmes représentaient quarante-quatre pour cent du nombre total de victimes d'agression physique dans le pays. Il s'agissait de la première statistique nationale ventilée par sexe dans les cas de blessures physiques et de crimes contre les biens signalés à la police (SANTOS; IZUMINO, 2005).

Ces données montrent que la violence affecte les hommes et les femmes d'une manière différente. Alors que pour les femmes, leurs maisons peuvent être des endroits dangereux et leurs compagnons agresseurs possibles, les hommes sont attaqués principalement par des étrangers dans les rues. À l'exception du harcèlement sexuel, les enquêtes sur la violence à l'égard des femmes identifient principalement leur mari ou leur partenaire comme des agresseurs. La violence est l'un des principaux problèmes de la société brésilienne. Les femmes brésiliennes sont confrontées à des situations violentes dans deux scénarios différents : les femmes exposées à la violence sexiste et les citoyens exposés à différentes formes de violence qui affectent la société brésilienne. Ainsi, ces données révèlent que la violence à l'égard des femmes, en particulier la violence de la part de leur partenaire conjugal, est un phénomène complexe et grave qui nécessite la mise en place d'une méthode systématique de collecte et de production de données, ainsi que l'adoption d'une

législation spécifique et d'une action de l'État pour lutter contre le problème (SANTOS; IZUMINO, 2005).

Selon Santos et Izumino (2005, p. 158), dans la violence à l'égard des femmes, il existe un rapport de force entre les hommes et les femmes, selon ses mots :

Nous défendons une approche de la violence à l'égard des femmes en tant que rapport de force, en comprenant le pouvoir et non d'une manière absolue et statique, exercée en règle générale par l'homme sur les femmes, car nous voulons nous faire croire à l'approche de la domination patriarcale, sinon de manière dynamique et relationnelle, exercée à la fois par les hommes et les femmes, même inégalement.

Ce rapport de force a été vérifié dans le cas de violences contre Maria da Penha Maia Fernandes. Même lorsqu'il a demandé à l'État de criminaliser l'acte de violence dont il souffrait de la part de son ancien partenaire, la justice de l'État, au lieu de réparer légalement les dommages, a choisi de ne pas remplir son rôle, puisque l'agresseur de Maria da Penha, même après la condamnation, a passé 15 ans en liberté, c'est-à-dire sans condamnation dans la pratique. Cela se produit, selon Santos et Izumino (2005, p. 155) pour « [...] préserver l'image traditionnelle de l'institution familiale et du mariage ». Cela démontre, selon les auteurs, qu'avant la loi Maria da Penha, la recherche a démontré que, dans la pratique, le pouvoir judiciaire visait à rechercher une réconciliation du couple et non à criminaliser l'agresseur.

Comme indiqué, bien que condamné par le tribunal local et après quinze ans, l'agresseur de Maria da Penha est toujours en liberté, aduse d'appels procéduraux successifs contre la décision de détermination de la peine du jury. Face à ce fait, il convient de mentionner que le Brésil, en 1994, s'est engagé à protéger et à garantir les droits des femmes, en particulier en ce qui concerne la violence dont souffrent constamment les femmes, notamment en signant un accord international dans la Convention interaméricaine pour prévenir, punir et éradiquer la violence à l'égard des femmes, la «Convenção de Belém do Pará».

C'est à partir de ces conclusions que le cas de Maria da Penha Maia Fernandes est devenu non seulement le cas d'une femme célibataire, mais aussi de femmes brésiliennes



constamment exposées à la violence domestique. Et à la suite de l'affaire brutale de violence contre Maria da Penha en 1998, la Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'Organisation des États américains (CIDH-OEA) a été provoquée à analyser la responsabilité internationale de l'État brésilien.

#### 4. RESPONSABILITÉ INTERNATIONALE DANS LE CAS DE MARIA DA PENHA

En 1998, l'impunité et l'inefficacité du système judiciaire face à la violence domestique à l'égard des femmes au Brésil ont motivé la présentation de l'affaire à la Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'Organisation des États américains (CIDH-OEA), par le biais d'une pétition conjointe d'entités cejil-brésiliennes, le Center for Justice and International Law et CLADEM-Brasil, qui est le Comité latino-américain et caribéen pour la défense des droits des femmes (OEA, 2001).

Les requérants ont affirmé devant la Cour internationale que le gouvernement brésilien avait pardonné, pendant des années, la cohabitation conjugale, les violences domestiques perpétrées dans la ville de Fortaleza, dans l'État de Ceará, par Marco Antônio Heredia Viveiros contre sa femme de l'époque, Maria da Penha, avec qui il avait trois filles, culminant par deux tentatives d'assassinat à son domicile et d'autres agressions en mai et juin 1983.

Dans le domaine juridique, l'omission de l'État brésilien était contraire à la Convention interaméricaine de prévention, de punition et d'éradication de la violence à l'égard des femmes – la «Convenção de Belém do Pará» – ratifiée par le Brésil en 1995. Ainsi, l'État brésilien a le devoir de mettre en œuvre des politiques publiques visant à prévenir, punir et éradiquer la violence à l'égard des femmes, conformément aux paramètres internationaux et constitutionnels, provoquant une rupture dans le cycle pervers de la violence qui, banalisée et légitimée, tue de nombreuses vies au sein de la population brésilienne. Une telle omission a conduit à la condamnation subie par le Brésil dans le cas de Maria da Penha.

À partir d'une séquence synthétique des événements de responsabilité internationale de l'État brésilien, on peut observer que l'affaire n'a été présentée à la Commission interaméricaine des droits de l'homme que le 20 août 1998, où l'agence a admis pour la première fois une pétition pour crime de violence familiale (affaire 12 051). Le Brésil a reçu la

plainte avec les documents recueillis par le requérant le 19 octobre de la même année. Après trois notifications pour fournir des informations et exercer l'adversaire, les 19 octobre 1998, 4 août 1999 et 7 août 2000, l'État brésilien est resté silencieux, c'est pourquoi l'article 42 du règlement de la Commission a été appliqué, c'est-à-dire que les faits ont été rapportés comme vrais » (CORREA; CARNEIRO, 2010).

Il convient de noter qu'à aucun moment de la procédure il n'y a eu manifestation de l'État brésilien, étant interprétée comme s'il n'y avait pas d'acceptation d'une solution amiable, comme le demande le Règlement de la Commission. Le 1er novembre 2000, avec la finalisation et la transmission du rapport de cas, encore une fois, l'État est resté inerte, sans manifester ni répondre à la recommandation de la Commission (OEA, 2001)

En 2001, dans une décision sans précédent, la Commission interaméricaine a condamné l'État brésilien pour négligence et omission en matière de violence domestique, recommandant à l'État, entre autres mesures, selon le rapport 54/01, affaire 12 051, Maria da Penha Fernandes c. Brésil, 16/04/01, « de poursuivre et d'intensifier le processus de réforme afin de rompre avec la tolérance de l'État et le traitement discriminatoire à l'égard de la violence domestique à l'égard des femmes au Brésil ». En outre, selon le rapport 54/01, la Commission interaméricaine a ajouté que

cette tolérance des organes de l'Etat n'est pas exclusive à cette affaire, mais est systématique. Il s'agit d'une tolérance de l'ensemble du système, qui ne fait que perpétuer les racines et les facteurs psychologiques, sociaux et historiques qui maintiennent et alimentent la violence à l'égard des femmes (OEA, 2001).

Peu après la décision de la Commission interaméricaine en octobre 2002, Marco Antônio Viveiros a finalement été arrêté. En outre, les médias ont commencé à transmettre des informations sur plusieurs cas de violence commis contre des femmes au Brésil et des entretiens avec Maria da Penha, contribuant à la prise de conscience du problème et encourageant les femmes à dénoncer la violence domestique qui a été commise contre elles. Il est important de souligner que le Brésil, même lentement, a mis en place dans son système juridique des changements juridiques qui assimilaient les femmes aux hommes.

Le nouveau code civil du Brésil, promulgué en 2002, a abrogé l'ancien code civil et accordé

l'égalité de traitement aux hommes et aux femmes dans tous les domaines. Le Code civil brésilien de 1916 traitait inégalement les hommes et les femmes. Par exemple, les codes définissent le mariage différemment. La maison d'une femme était la même que chez son mari. Un homme avait dix jours pour déposer une requête en annulation de son mariage si sa femme avait déjà été déflorée. Il était le « patron » de la maison et la femme était son compagnon. En ce sens, le nouveau code civil a révoqué des expressions telles que « chef de la société conjugale ». Ces initiatives visaient à promouvoir le principe d'égalité entre les hommes et les femmes garanti par la Constitution brésilienne et les traités internationaux sur les droits de l'homme (BRASIL, 2002).

Dans ce contexte, il est salubre de souligner que, dans dix-sept pays d'Amérique latine, le Brésil, jusqu'en 2006, n'avait pas de législation spécifique sur la violence à l'égard des femmes. Même si l'État brésilien a été condamné en 2001, seulement le 7 août 2006, et dans le cadre du processus de responsabilité internationale, le Brésil a approuvé, à la suite de sa condamnation devant la Cour internationale, la loi n° 11 340, communément connue sous le nom de « loi Maria da Penha ».

### 5. CONSIDÉRATIONS FINALES

De l'intersection entre la violence domestique commise contre Maria da Penha Maia Fernandes et l'Institut de la responsabilité internationale, il a été vérifié comment l'application d'un institut international, par l'intermédiaire de la Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'Organisation des États américains (IACHR-OEA), a influencé la création d'une législation qui garantit les droits des femmes dans l'État brésilien. La condamnation de l'État brésilien a généré la responsabilité de l'État de réparer l'affaire de violence, qui s'est produite avec l'arrestation de l'ancien partenaire de Maria da Penha, ainsi que de créer une législation spécifique pour la protection des droits des femmes, qui s'est produite avec les modifications enregistrées dans le Nouveau Code civil et la promulgation de la loi n° 11,340/06, populairement connu sous le nom « Loi Maria da Penha ».

## 6. RÉFÉRENCES

ALEXANDRINO, I. D. A. S. (2017). A responsabilidade internacional dos estados perante tribunais internacionais. *Revista Eletrônica da Faculdade de Direito de Franca*, 12(2), 103-132.

BARSTED, L. L. (2011). Lei Maria da Penha: uma experiência bem-sucedida de advocacy feminista. CAMPOS, Carmen Hein de (Org.<sup>a</sup>). *Lei Maria da Penha comentada em uma perspectiva jurídico-feminista*. Rio de Janeiro: Lumen Juris, p. 13-39.

BOTELHO, M. C.; TABISZ, D. (2017). A responsabilidade internacional do estado e a violação dos direitos humanos trabalhistas. *Corpo Editorial*, 5(3), 141.

BOTELHO, T. (2005). Direitos humanos sob a ótica da responsabilidade internacional. *Revista da Faculdade de Direito de Campos*, Ano VI, (6).

BRASIL. (2002). *Código Civil brasileiro*. São Paulo: Saraiva.

BRASIL. (2006) Lei n.º 11.340/06. Disponível em: <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/\\_ato2004-2006/2006/lei/l11340.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_ato2004-2006/2006/lei/l11340.htm)>. Acesso em: 20.jun.2020.

CORREA, A. J.; CARNEIRO, S. R. O sistema de proteção dos direitos humanos e o caso maria da penha. *Revista da Católica*. V. 3, N. 5, jan./jul. 2010.

ONU. *International Law Commission. (2001). Draft articles on responsibility of states for internationally wrongful acts. Yearbook of the International Law Commission*, 2(2), 49.

OEA. (2001). Comissão Interamericana de Direitos Humanos. *Relatório n.º 54/01*, caso 12.051 (Maria da Penha Maia Fernandes x Brasil). Disponível em: <[http://www.sbdp.org.br/arquivos/material/299\\_Relat%20n.pdf](http://www.sbdp.org.br/arquivos/material/299_Relat%20n.pdf)>. Acesso em: 20.jun.2020.

RAMOS, A. D. C. (2005). Responsabilidade internacional do Estado por violação de direitos humanos. *Revista Cej*, 9(29), 53-63.

SANTOS, C. M.; IZUMINO, W. P. (2005) Violência contra as mulheres e violência de gênero: notas sobre estudos feministas no Brasil. *Estudios interdisciplinarios de América Latina y el Caribe*, v. 16, n. 1.

<sup>[1]</sup> Diplôme en droit (Estácio CEUT), Spécialisation en gestion publique en mettant l'accent sur les contrats d'appel d'offres (FAR); Spécialisation en droit public (FAR, en cours) et maîtrise en droit public (Université Portucalense, en cours).

Soumis: Novembre , 2020.

Approuvé : novembre 2020.